

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205209]

**21 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté ministériel dérogeant aux règles du paiement vert suite à la sécheresse reconnue pour l'année 2017 à certaines communes affectées en Wallonie**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit Règlement;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241 à D.243 et D. 251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, le chapitre XI;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, le chapitre IV;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'urgence;

Considérant la décision d'exécution de la Commission européenne du 28 août 2017 autorisant la dérogation au Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil et au Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission, en ce qui concerne la mise en œuvre de certaines conditions relatives au paiement vert pour les années 2016 et 2017 en Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Autriche et Portugal, prise en exécution de l'article 69, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1307/2013;

Considérant la situation de sécheresse constatée entre le 1<sup>er</sup> août 2016 et le 30 juin 2017 et révélée par l'Institut royal météorologique dans son avis du 14 juillet 2017;

Considérant l'impossibilité d'ensemencement en raison de cette sécheresse des cultures de printemps sur les parcelles dont les cultures dérobées doivent être détruites pour faire place à ces cultures de printemps ou la limitation des ressources fourragères, affectant le bétail;

Considérant qu'il convient de déroger aux règles du paiement vert afin d'autoriser les exploitants à produire du fourrage sur certaines parcelles déclarées en surface d'intérêt écologique et dont l'exploitation à des fins de production de fourrage n'est pas autorisée,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le Règlement (UE) n° 1307/2013 : le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

2° le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 : le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit Règlement;

3° la sécheresse : l'absence prolongée ou déficit marqué des précipitations survenu entre le 1<sup>er</sup> août 2016 et le 30 juin 2017 caractérisé par une période de retour supérieure ou égale à 20 ans tel que défini par l'Institut royal météorologique, visé par l'arrêté royal du 31 juillet 1913 portant constitution en établissement scientifique de l'Institut royal météorologique de Belgique, dans son avis du 14 juillet 2017;

4° les terres en jachère : terres déclarées dans la déclaration de superficie comme un couvert spontané, comme un couvert favorisant la fauche, comme une terre retirée de la production et dont la récolte de fourrage n'est pas autorisée si elles sont déclarées comme surface d'intérêt écologique.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux agriculteurs situés dans les communes officiellement reconnues comme étant affectées par la sécheresse telles que reprises en annexe.

## CHAPITRE II. — Dérogations à certaines conditions du paiement vert

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 44, § 4, du Règlement (UE) n° 1307/2013, pour l'année de demande 2017, les terres en jachère sont considérées comme une culture distincte même si ces terres ont été pâturées ou récoltées à des fins de production.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 45, § 2, du Règlement délégué (UE) n° 639/2014, pour l'année de demande 2017, les terres en jachère sont considérées comme des surfaces d'intérêt écologique même si ces terres ont été pâturées ou récoltées à des fins de production.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 45, § 9, alinéa 2, du Règlement délégué (UE) n° 639/2014, pour l'année de demande 2016, les surfaces portant des cultures dérobées ou à couverture végétale sont considérées comme des surfaces d'intérêt écologique, même si elles ont été pâturées ou récoltées à des fins de production en 2017.

## CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 15 avril 2017.

Namur, le 21 septembre 2017.

R. COLLIN

## ANNEXE - Liste des communes reconnues comme étant affectées par la sécheresse

1. Aiseau-Presles
2. Amay
3. Amel
4. Andenne
5. Anderlues
6. Anhéé
7. Ans
8. Anthisnes
9. Antoing
10. Arlon
11. Assesse
12. Ath
13. Attert
14. Aubange
15. Aubel
16. Awans
17. Aywaille
18. Baelen
19. Bassenge
20. Bastogne
21. Beaumont
22. Beauraing
23. Beauvechain
24. Belœil
25. Berloz
26. Bernissart
27. Bertogne
28. Bertrix
29. Beyne-Heusay
30. Bièvre
31. Binche
32. Blegny
33. Bouillon
34. Boussu
35. Braine-l'Alleud
36. Braine-le-Château
37. Braine-le-Comte
38. Braives
39. Brugelette
40. Brunehaut
41. Büllingen
42. Burdinne
43. Burg-Reuland
44. Bütgenbach
45. Celles
46. Cerfontaine
47. Chapelle-lez-Herlaimont
48. Charleroi
49. Chastre
50. Châtelet
51. Chaudfontaine
52. Chaumont-Gistoux
53. Chièvres
54. Chimay
55. Chiny
56. Ciney
57. Clavier
58. Colfontaine
59. Comblain-au-Pont
60. Comines-Warneton

61. Courcelles
62. Court-Saint-Étienne
63. Couvin
64. Crisnée
65. Dalhem
66. Daverdisse
67. Dinant
68. Dison
69. Doische
70. Donceel
71. Dour
72. Durbuy
73. Écaussinnes
74. Éghezée
75. Ellezelles
76. Enghien
77. Engis
78. Érezée
79. Erquelines
80. Esneux
81. Estaimpuis
82. Estinnes
83. Étalle
84. Eupen
85. Faimés
86. Farciennes
87. Fauvillers
88. Fernelmont
89. Ferrières
90. Fexhe-le-Haut-Clocher
91. Flémalle
92. Fléron
93. Fleurus
94. Flobecq
95. Floreffe
96. Florennes
97. Florenville
98. Fontaine-l'Évêque
99. Fosses-la-Ville
100. Frameries
101. Frasnes-lez-Anvaing
102. Froidchappelle
103. Gedinne
104. Geer
105. Gembloux
106. Genappe
107. Gerpennes
108. Gesves
109. Gouvy
110. Grâce-Hollogne
111. Grez-Doiceau
112. Habay
113. Hamoir
114. Hamois
115. Ham-sur-Heure-Nalinnes
116. Hannut
117. Hastière
118. Havelange
119. Hélécine
120. Hensies

121. Herbeumont
122. Héron
123. Herstal
124. Herve
125. Honnelles
126. Hotton
127. Houffalize
128. Houyet
129. Huy
130. Incourt
131. Ittre
132. Jalhay
133. Jemeppe-sur-Sambre
134. Jodoigne
135. Juprelle
136. Jurbise
137. La Bruyère
138. La Hulpe
139. La Louvière
140. La Roche-en-Ardenne
141. Lasne
142. Le Rœulx
143. Léglise
144. Lens
145. Les Bons Villers
146. Lessines
147. Leuze-en-Hainaut
148. Libin
149. Libramont-Chevigny
150. Liège
151. Lierneux
152. Limbourg
153. Lincet
154. Lobbès
155. Lontzen
156. Malmedy
157. Manage
158. Manhay
159. Marche-en-Famenne
160. Marchin
161. Martelange
162. Meix-devant-Virton
163. Merbes-le-Château
164. Messancy
165. Mettet
166. Modave
167. Momignies
168. Mons
169. Mont-de-l'Enclus
170. Montigny-le-Tilleul
171. Morlanwelz
172. Mouscron
173. Musson
174. Namur
175. Nandrin
176. Nassogne
177. Neufchâteau
178. Neupré
179. Nivelles
180. Ohey

181. Olne
182. Onhaye
183. Oreye
184. Orp-Jauche
185. Ottignies-Louvain-la-Neuve
186. Ouffet
187. Oupeye
188. Paliseul
189. Pecq
190. Pepinster
191. Péruwelz
192. Perwez
193. Philippeville
194. Plombières
195. Pont-à-Celles
196. Profondeville
197. Quaregnon
198. Quévy
199. Quiévrain
200. Ramillies
201. Rebecq
202. Remicourt
203. Rendeux
204. Rixensart
205. Rochefort
206. Rouvroy
207. Rumes
208. Sainte-Ode
209. Saint-Georges-sur-Meuse
210. Saint-Ghislain
211. Saint-Hubert
212. Saint-Léger
213. Saint-Nicolas
214. Sambreville
215. Sankt Vith
216. Seneffe
217. Seraing
218. Silly
219. Sivry-Rance
220. Soignies
221. Sombreffe
222. Somme-Leuze
223. Soumagne
224. Spa
225. Sprimont
226. Stavelot
227. Stoumont
228. Tellin
229. Tenneville
230. Theux
231. Thimister-Clermont
232. Thuin
233. Tinlot
234. Tintigny
235. Tournai
236. Trois-Ponts
237. Trooz
238. Tubize
239. Vaux-sur-Sûre
240. Verlaine

- 241. Verviers
- 242. Vielsalm
- 243. Villers-la-Ville
- 244. Villers-le-Bouillet
- 245. Viroinval
- 246. Virton
- 247. Visé
- 248. Vresse-sur-Semois
- 249. Waimès
- 250. Walcourt
- 251. Walhain
- 252. Wanze
- 253. Waremmè
- 254. Wasseiges
- 255. Waterloo
- 256. Wavre
- 257. Welkenraedt
- 258. Wellin
- 259. Yvoir

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 dérogeant aux règles du paiement vert suite à la sécheresse reconnue pour l'année 2017 à certaines zones affectées en Wallonie.

Namur, le 21 septembre 2017.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205209]

#### **21. SEPTEMBER 2017 — Ministerieller Erlass zur Abweichung von den Regeln zur Vergrünungszahlung an bestimmte betroffene Gemeinden in der Wallonie infolge der für das Jahr 2017 anerkannten Trockenperiode**

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 bis D.243 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, Kapitel XI;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, Kapitel IV;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des in Ausführung des Artikels 69 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 gefassten Durchführungsbeschlusses der Europäischen Kommission vom 28. August 2017 zur Genehmigung der Abweichung von der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates und von der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission, was die Durchführung bestimmter Bedingungen bezüglich der Vergrünungszahlung für die Jahre 2016 und 2017 in Belgien, Spanien, Frankreich, Italien, Luxemburg, Österreich und Portugal betrifft;

In Erwägung der zwischen dem 1. August 2016 und dem 30. Juni 2017 festgestellten und vom Königlichen Meteorologischen Institut in seinem Gutachten vom 14. Juli 2017 aufgezeichneten Trockenlage;

In Erwägung der Unmöglichkeit aufgrund dieser Trockenheit der Aussaat der Sommerkulturen auf den Parzellen, deren Zwischenfruchtanbau zerstört werden muss, um für diese Sommerkulturen Platz zu schaffen, und der Knappheit der Futterressourcen für das Vieh;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, von den Regeln der Vergrünungszahlung abzuweichen, um den Betreibern zu erlauben, auf manchen Parzellen, die als im Umweltinteresse genutzte Flächen erklärt worden sind und deren Bewirtschaftung zwecks der Erzeugung von Futtermitteln untersagt ist, Futtermittel anzubauen,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verordnung (EU) Nr. 1307/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

2° Verordnung (EU) Nr. 639/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

3° Trockenheit: das zwischen dem 1. August 2016 und dem 30. Juni 2017 eingetretene längere Ausbleiben von oder der beträchtliche Mangel an Niederschlägen, das bzw. der sich durch eine Wiederkehrperiode von mindestens 20 Jahren kennzeichnet, wie sie von dem im Königlichen Erlass vom 13. Juli 1913 zur Errichtung des Königlichen Meteorologischen Institut von Belgien erwähnten Königlichen Meteorologischen Institut in seinem Gutachten vom 14. Juli 2017 bestimmt wird;

4° brachliegende Flächen: Flächen, die in der Flächenerklärung als spontane Bodenbedeckung, als die Mahd fördernde Bodenbedeckung, als aus der Produktion genommene Fläche erklärt wurden und deren Futterernte nicht erlaubt ist, wenn sie als im Umweltinteresse genutzte Flächen erklärt worden sind.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass ist auf die Landwirte anwendbar, die sich in den Gemeinden befinden, für die amtlich anerkannt wurde, dass sie von der Trockenheit betroffen sind, und die im vorliegenden Anhang angeführt werden.

#### KAPITEL II — Abweichungen von bestimmten Bedingungen der Vergrünungszahlung

**Art. 3** - In Abweichung von Artikel 44 § 4 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 werden die brachliegenden Flächen für das Antragsjahr 2017 als separate Kultur betrachtet, auch wenn diese Flächen zu Produktionszwecken abgeweidet oder geerntet wurden.

**Art. 4** - In Abweichung von Artikel 45 § 2 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 werden die brachliegenden Flächen für das Antragsjahr 2017 als im Umweltinteresse genutzte Flächen betrachtet, auch wenn diese Flächen zu Produktionszwecken abgeweidet oder geerntet wurden.

**Art. 5** - In Abweichung von Artikel 45 § 9 Absatz 2 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 werden die Flächen mit Zwischenfruchtanbau oder Gründecke für das Antragsjahr 2016 als im Umweltinteresse genutzte Flächen betrachtet, auch wenn sie im Jahr 2017 zu Produktionszwecken abgeweidet oder geerntet wurden.

#### KAPITEL III — Schlussbestimmungen

**Art. 6** - Der vorliegende Erlass wird ab dem 15. April 2017 wirksam.

Namur, den 21. September 2017

R. COLLIN

#### ANHANG — Liste der Gemeinden, die als von der Trockenheit betroffen anerkannt werden

1. Aiseau-Presles
2. Amay
3. Amel
4. Andenne
5. Anderlues
6. Anhéé
7. Ans
8. Anthisnes
9. Antoing
10. Arlon
11. Assesse
12. Ath
13. Attert
14. Aubange
15. Aubel
16. Awans
17. Aywaille
18. Baelen
19. Bassenge
20. Bastogne
21. Beaumont
22. Beauraing
23. Beauvechain
24. Beœil
25. Berloz
26. Bernissart
27. Bertogne

28. Bertrix
29. Beyne-Heusay
30. Bièvre
31. Binche
32. Blegny
33. Bouillon
34. Boussu
35. Braine-l'Alleud
36. Braine-le-Château
37. Braine-le-Comte
38. Braives
39. Brugelette
40. Brunehaut
41. Büllingen
42. Burdinne
43. Burg-Reuland
44. Bütgenbach
45. Celles
46. Cerfontaine
47. Chapelle-lez-Herlaimont
48. Charleroi
49. Chastre
50. Châtelet
51. Chaudfontaine
52. Chaumont-Gistoux
53. Chièvres
54. Chimay
55. Chiny
56. Ciney
57. Clavier
58. Colfontaine
59. Comblain-au-Pont
60. Comines-Warneton
61. Courcelles
62. Court-Saint-Étienne
63. Couvin
64. Crisnée
65. Dalhem
66. Daverdisse
67. Dinant
68. Dison
69. Doische
70. Donceel
71. Dour
72. Durbuy
73. Écaussinnes
74. Éghezée
75. Ellezelles
76. Enghien
77. Engis
78. Érezée
79. Erquelinnes
80. Esneux
81. Estaimpuis
82. Estinnes
83. Étalle
84. Eupen
85. Faimés
86. Farciennes
87. Fauvillers
88. Fernelmont
89. Ferrières
90. Fexhe-le-Haut-Clocher
91. Flémalle
92. Fléron



93. Fleurus
94. Flobecq
95. Floreffe
96. Florennes
97. Florenville
98. Fontaine-l'Évêque
99. Fosses-la-Ville
100. Frameries
101. Frasnes-lez-Anvaing
102. Froidchappelle
103. Gedinne
104. Geer
105. Gembloux
106. Genappe
107. Gerpinnes
108. Gesves
109. Gouvy
110. Grâce-Hollogne
111. Grez-Doiceau
112. Habay
113. Hamoir
114. Hamois
115. Ham-sur-Heure-Nalinnes
116. Hannut
117. Hastière
118. Havelange
119. Hêlécine
120. Hensies
121. Herbeumont
122. Héron
123. Herstal
124. Herve
125. Honnelles
126. Hotton
127. Houffalize
128. Houyet
129. Huy
130. Incourt
131. Ittre
132. Jalhay
133. Jemeppe-sur-Sambre
134. Jodoigne
135. Juprelle
136. Jurbise
137. La Bruyère
138. La Hulpe
139. La Louvière
140. La Roche-en-Ardenne
141. Lasne
142. Le Rœulx
143. Légglise
144. Lens
145. Les Bons Villers
146. Lessines
147. Leuze-en-Hainaut
148. Libin
149. Libramont-Chevigny
150. Lüttich
151. Lierneux
152. Limbourg
153. Lincet
154. Lobbès
155. Lontzen
156. Malmédy
157. Manage

158. Manhay
159. Marche-en-Famenne
160. Marchin
161. Martelange
162. Meix-devant-Virton
163. Merbes-le-Château
164. Messancy
165. Mettet
166. Modave
167. Momignies
168. Mons
169. Mont-de-l'Enclus
170. Montigny-le-Tilleul
171. Morlanwelz
172. Mouscron
173. Musson
174. Namur
175. Nandrin
176. Nassogne
177. Neufchâteau
178. Neupré
179. Nivelles
180. Ohey
181. Olne
182. Onhaye
183. Oreye
184. Orp-Jauche
185. Ottignies-Louvain-la-Neuve
186. Ouffet
187. Oupeye
188. Paliseul
189. Pecq
190. Pepinster
191. Péruwelz
192. Perwez
193. Philippeville
194. Plombières
195. Pont-à-Celles
196. Profondeville
197. Quaregnon
198. Quévy
199. Quiévrain
200. Ramillies
201. Rebecq
202. Remicourt
203. Rendeux
204. Rixensart
205. Rochefort
206. Rouvroy
207. Rumes
208. Sainte-Ode
209. Saint-Georges-sur-Meuse
210. Saint-Ghislain
211. Saint-Hubert
212. Saint-Léger
213. Saint-Nicolas
214. Sambreville
215. Sankt Vith
216. Seneffe
217. Seraing
218. Silly
219. Sivry-Rance
220. Soignies
221. Sombreffe
222. Somme-Leuze

223. Soumagne
224. Spa
225. Sprimont
226. Stavelot
227. Stoumont
228. Tellin
229. Tenneville
230. Theux
231. Thimister-Clermont
232. Thuin
233. Tinlot
234. Tintigny
235. Tournai
236. Trois-Ponts
237. Trooz
238. Tubize
239. Vaux-sur-Sûre
240. Verlaine
241. Verviers
242. Vielsalm
243. Villers-la-Ville
244. Villers-le-Bouillet
245. Viroinval
246. Virton
247. Visé
248. Vresse-sur-Semois
249. Weismes
250. Walcourt
251. Walhain
252. Wanze
253. Waremme
254. Wasseiges
255. Waterloo
256. Wavre
257. Welkenraedt
258. Wellin
259. Yvoir

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass zur Abweichung von den Regeln zur Vergrünungszahlung an bestimmte betroffene Gemeinden in der Wallonie infolge der für das Jahr 2017 anerkannten Trockenperiode als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 21. September 2017

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,  
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,  
R. COLLIN

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205209]

#### **21 SEPTEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot afwijking van de regels inzake de groene betaling aan verschillende Waalse gemeenten getroffen door de erkende droogte in 2017**

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.241 tot D.243 en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, hoofdstuk XI;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, hoofdstuk IV;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van de Europese Commissie van 28 augustus 2017 waarbij mag worden ageweken van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad en van de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie, voor wat betreft de uitvoering van verschillende voorwaarden met betrekking tot de groene betaling voor de jaren 2016 en 2017 in België, Spanje, Frankrijk, Italië, Luxemburg, Oostenrijk en Portugal, genomen overeenkomstig artikel 69, § 1, van Verordening (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op de droogte vastgesteld tussen 1 augustus 2016 en 30 juni 2017 en bekendgemaakt door het Koninklijk Meteorologisch Instituut in zijn bericht van 14 juli 2017;

Gelet op de onmogelijkheid, wegens deze droogte, om de lenteteelten in te zaaien op de percelen waarvan de vanggewassen moeten worden vernietigd om plaats te maken voor deze lenteteelten of de beperking van de voedergewassen, wat kan leiden tot gevolgen voor het vee;

Overwegende dat er dient afgeweken te worden van de regels inzake de groene betaling om de uitbaters voedergewassen te laten produceren op verschillende percelen die als oppervlaktes met een ecologische waarde worden aangegeven en waarvan de exploitatie voor voedergewassen verboden is,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Verordening (EU) nr. 1307/2013: de Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

2° Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014: de Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

3° droogte : de langdurige afwezigheid of het significant tekort aan neerslag tussen 1 augustus 2016 en 30 juni 2017 met een terugkeerperiode hoger dan of gelijk aan 20 jaar, zoals bedoeld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut, bedoeld bij het koninklijk besluit van 31 juli 1913 houdende oprichting als wetenschappelijke instelling van het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België, in zijn advies van 14 juli 2017;

4° braakgelegde grond : in de oppervlakteaangifte aangegeven grond als spontane bodembedekking, als bedekking gunstig voor het maaien, als uit productie genomen landbouwgrond en waarop het verzamelen van voedergewassen verboden is als ze aangegeven worden als oppervlakte met een ecologische waarde.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de landbouwers gevestigd in de gemeenten die officieel erkend worden als getroffen door de droogte zoals vermeld in bijlage.

#### HOOFDSTUK II. — *Afwijkingen van verschillende voorwaarden van de groene betaling*

**Art. 3.** In afwijking van artikel 44, § 4, van Verordening (EU) nr. 1307/2013, voor het aanvraagjaar 2017, worden braakgelegde gronden beschouwd als een gescheiden teelt zelfs als ze zijn begraasd of geoogst voor productiedoel-einden.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 45, § 2, van Verordening (EU) nr. 639/2014, voor het aanvraagjaar 2017, worden braakgelegde gronden beschouwd als oppervlaktes met een biologische waarde zelfs als ze zijn begraasd of geoogst voor productiedoel-einden.

**Art. 5.** In afwijking van artikel 45, § 9, tweede lid, van de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014, voor het aanvraagjaar 2016, worden oppervlaktes gebruikt voor vanggewassen of groenbedekking beschouwd als oppervlaktes met een biologische waarde zelfs als ze zijn begraasd of geoogst voor productie in 2017.

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 15 april 2017.

Namen, 21 september 2017.

R. COLLIN

#### BIJLAGE — Lijst van de gemeenten erkend als getroffen door de droogte

1. Aiseau-Prezles
2. Amay
3. Amel
4. Andenne
5. Anderlues
6. Anhéé
7. Ans
8. Anthisnes
9. Antoing
10. Aarlen
11. Assesse
12. Aat
13. Attert
14. Aubange

15. Aubel
16. Awans
17. Aywaille
18. Baelen
19. Bitsingen
20. Bastenaken
21. Beaumont
22. Beauraing
23. Bevekom
24. Belœil
25. Berloz
26. Bernissart
27. Bertogne
28. Bertrix
29. Beyne-Heusay
30. Bièvre
31. Binche
32. Blegny
33. Bouillon
34. Boussu
35. Eigenbrakel
36. Kasteelbrakel
37. 's Gravenbrakel
38. Braives
39. Brugelette
40. Brunehaut
41. Büllingen
42. Burdinne
43. Burg-Reuland
44. Bütgenbach
45. Celles
46. Cerfontaine
47. Chapelle-lez-Herlaimont
48. Charleroi
49. Chastre
50. Châtelet
51. Chaudfontaine
52. Chaumont-Gistoux
53. Chièvres
54. Chimay
55. Chiny
56. Ciney
57. Clavier
58. Colfontaine
59. Comblain-au-Pont
60. Komen-Waasten
61. Courcelles
62. Court-Saint-Étienne
63. Couvin
64. Crisnée
65. Dalhem
66. Daverdisse
67. Dinant
68. Dison
69. Doische
70. Donceel

71. Dour
72. Durbuy
73. Écaussinnes
74. Éghezée
75. Elzele
76. Edingen
77. Engis
78. Érezée
79. Erquelinnes
80. Esneux
81. Estaimpuis
82. Estinnes
83. Étalle
84. Eupen
85. Faimés
86. Farciennes
87. Fauvillers
88. Fernelmont
89. Ferrières
90. Fexhe-le-Haut-Clocher
91. Flémalle
92. Fléron
93. Fleurus
94. Vloesberg
95. Floreffe
96. Florennes
97. Florenville
98. Fontaine-l'Évêque
99. Fosses-la-Ville
100. Frameries
101. Frasnes-lez-Anvaing
102. Froidchapelle
103. Gedinne
104. Geer
105. Gembloux
106. Genepiën
107. Gerpinnes
108. Gesves
109. Gouvy
110. Grâce-Hollogne
111. Graven
112. Habay
113. Hamoir
114. Hamois
115. Ham-sur-Heure-Nalinnes
116. Hannuit
117. Hastière
118. Havelange
119. Hélécinne
120. Hensies
121. Herbeumont
122. Héron
123. Herstal
124. Herve
125. Honnelles
126. Hotton
127. Houffalize
128. Houyet
129. Hoei
130. Incourt

131. Itter
132. Jalhay
133. Jemeppe-sur-Sambre
134. Geldenaken
135. Juprelle
136. Jurbeke
137. La Bruyère
138. Terhulpen
139. La Louvière
140. La Roche-en-Ardenne
141. Lasne
142. Le Rœulx
143. Léglise
144. Lens
145. Les Bons Villers
146. Lessen
147. Leuze-en-Hainaut
148. Libin
149. Libramont-Chevigny
150. Luik
151. Lierneux
152. Limbourg
153. Lincet
154. Lobbès
155. Lontzen
156. Malmedy
157. Manage
158. Manhay
159. Marche-En-Famenne
160. Marchin
161. Martelange
162. Meix-Devant-Virton
163. Merbes-le-Château
164. Messancy
165. Mettet
166. Modave
167. Momignies
168. Bergen
169. Mont-de-l'Enclus
170. Montigny-Le-Tilleul
171. Morlanwelz
172. Moeskroen
173. Musson
174. Namen
175. Nandrin
176. Nassogne
177. Neufchâteau
178. Neupré
179. Nijvel
180. Ohey
181. Olne
182. Onhaye
183. Oreye
184. Orp-Jauche
185. Ottignies-Louvain-la-Neuve
186. Ouffet
187. Oupeye
188. Paliseul
189. Pecq
190. Pepinster
191. Péruwelz
192. Perwijs
193. Philippeville
194. Plombières
195. Pont-à-Celles

196. Profondeville
197. Quaregnon
198. Quévy
199. Quiévrain
200. Ramillies
201. Rebecq
202. Remicourt
203. Rendeux
204. Rixensart
205. Rochefort
206. Rouvroy
207. Rumes
208. Sainte-Ode
209. Saint-Georges-sur-Meuse
210. Saint-Ghislain
211. Saint-Hubert
212. Saint-Léger
213. Saint-Nicolas
214. Sambreville
215. Sankt Vith
216. Seneffe
217. Seraing
218. Silly
219. Sivry-Rance
220. Zinnik
221. Sombreffe
222. Somme-Leuze
223. Soumagne
224. Spa
225. Sprimont
226. Stavelot
227. Stoumont
228. Tellin
229. Tenneville
230. Theux
231. Thimister-Clermont
232. Thuin
233. Tinlot
234. Tintigny
235. Doornik
236. Trois-Ponts
237. Trooz
238. Tubeke
239. Vaux-sur-Sûre
240. Verlaine
241. Verviers
242. Vielsalm
243. Villers-la-Ville
244. Villers-le-Bouillet
245. Viroinval
246. Virton
247. Wezet
248. Vresse-sur-Semois
249. Waimès
250. Walcourt
251. Walhain
252. Wanze
253. Borgworm
254. Wasseiges
255. Waterloo



- 256. Waver
- 257. Welkenraedt
- 258. Wellin
- 259. Yvoir

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 21 september 2017 tot afwijking van de regels inzake de groene betaling aan verschillende Waalse gemeenten getroffen door de erkende droogte in 2017.

Namen, 21 september 2017.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205212]

**28 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles et exécutant les articles 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le contrôle du respect des conditions de reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.195 et D.196;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles, les articles 11, 14, 17, 20, 22 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers, l'article 6;

Vu le rapport du 26 octobre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 18 février 2016 et approuvée le 1<sup>er</sup> avril 2016;

Vu l'avis 60.358/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnée le 12 janvier 1973,

Arrête :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles;

3° les organisations reconnues : les organisations reconnues conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 et à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015.

**CHAPITRE II. — La reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles en exécution des articles 11, 14, 17, 20 et 26, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015**

**Art. 2.** En application de l'article 11, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, le nombre minimal de membres que compte une organisation de producteurs pour être reconnue est fixé à vingt membres.

En dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre minimal de membres que compte une organisation de producteurs active dans l'agriculture biologique pour être reconnue est fixé à dix membres.

En dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre minimal de membres que compte une organisation de producteurs active dans la production d'un produit de niche pour être reconnue est représentatif du secteur.

Pour l'application de l'alinéa 3, l'on entend par :

1° une production d'un produit de niche : une production qui concerne moins de trois pourcents des producteurs wallons;

2° une organisation de producteurs représentative active dans un produit de niche : une organisation dont au moins quarante pourcents de producteurs, concernés par cette production d'un produit dit de niche, font partie de l'organisation de producteur.

**Art. 3.** En application des articles 14 et 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, afin de pouvoir bénéficier de la reconnaissance, les organisations précisent dans leurs statuts qu'elles sont constituées pour une période minimale d'un an.